

les éléments protectionnistes du pays ont cru, semble-t-il, que cette mesure passerait inaperçue. Je dénonce cette mesure d'antidumping comme complètement inopportune.

Depuis la fin de la guerre, les porte-parole du Gouvernement ont insisté auprès de l'Angleterre pour qu'elle diminuât ses prix au niveau des nôtres et pour qu'elle fabriquaît les produits que souhaitent les Canadiens. Le premier ministre, le ministre du Commerce (M. Howe) et le ministre des Finances soutenaient que ces moyens permettraient à l'Angleterre de gagner les dollars canadiens nécessaires à l'achat de nos produits agricoles et forestiers et de notre poisson. Si l'on veut que l'Angleterre achète de nous, il faut bien, il me semble, qu'elle se procure des dollars canadiens en nous vendant de ses produits. L'industrie automobile anglaise s'est rendue aux conseils du Gouvernement canadien. Elle a diminué ses prix et fabriqué des voitures répondant aux désirs des Canadiens. Elle a gagné des dollars canadiens. Qu'en retirera-t-elle? Il semble qu'elle doive en retirer cette mesure dite l'antidumping.

Monsieur l'Orateur, il me semble que si nous devons continuer à commercer avec les Anglais, il va falloir que nous leur donnions l'occasion de gagner des dollars canadiens. Il me semble de plus qu'un gouvernement qui s'est toujours déclaré favorable au libre échange devrait être plus désireux d'obtenir des débouchés en Grande-Bretagne pour ses produits agricoles que d'accorder une protection spéciale à une industrie particulière. Le prix des automobiles canadiennes est presque inabordable pour le consommateur canadien moyen. Les automobiles anglaises répondent, sur le marché canadien, à un besoin de transport à bon marché. Si l'on adopte cette mesure, elle ne fera qu'accroître davantage le coût très élevé de la vie. J'affirme que cette mesure d'antidumping n'arrive pas du tout à son heure puisqu'en ce moment, à Torquay, plusieurs nations libres, le Canada compris, étudient les voies et moyens d'éliminer ce genre de restriction. Peu de mesures sont plus susceptibles d'amoindrir les chances de réussite à Torquay que cette nouvelle mesure de protection de la part de notre propre Gouvernement. Je prétends que c'est un acte de folie, au point de vue économique, que de susciter ces obstacles alors que plusieurs nations s'efforcent de les abaisser. Pourquoi le Gouvernement a-t-il décidé de présenter cette mesure d'antidumping? Nous devons supposer qu'elle est le résultat d'interventions de la part de l'industrie de l'automobile. Ces observations étaient-elles fondées? Voici

deux éléments dont il faut tenir compte pour en juger. Tout d'abord, les voitures canadiennes ont à peu près doublé de prix depuis 1939, et se vendent si cher que beaucoup de Canadiens, sinon la plupart, ne peuvent pas s'en payer. En deuxième lieu, je signale que l'industrie automobile du Canada jouit déjà d'invincibles moyens de défense contre la concurrence américaine, de par l'existence de mesures douanières et d'autres restrictions. N'ayant rien à craindre de la concurrence américaine, l'industrie canadienne proteste immédiatement dès que la concurrence britannique devient tant soit peu appréciable!

M. Sales, président de la compagnie Ford du Canada, et d'autres industriels canadiens se plaisent à vanter les mérites du régime de liberté économique et les avantages de la concurrence. Pourquoi donc se rebiffent-ils dès qu'une telle concurrence se dessine? L'industrie canadienne souffre-t-elle de la concurrence britannique? A-t-elle dû réduire sa production de quelque manière? Personne ici n'ignore que l'industrie de l'automobile au Canada ne peut satisfaire à la demande. L'acquéreur d'une Ford, d'une Chevrolet ou d'une Plymouth doit patienter des mois avant la livraison.

L'industrie de l'automobile chôme-t-elle? Non! Elle manque plutôt de main-d'œuvre spécialisée. Voici ce que je lis dans le *Saturday Night*, à la page 42:

Une menace non moins grave qu'une pénurie d'acier, celle d'une pénurie de main-d'œuvre spécialisée, pèse sur le programme canadien de préparatifs militaires. Toutes les mesures d'urgence et toutes les régies que peut imaginer notre gouvernement ou n'importe quel autre gouvernement peuvent sans doute atténuer la pénurie de main-d'œuvre spécialisée dans l'industrie de la défense, mais il faudra des années pour accroître le nombre de ces ouvriers.

A cause de la guerre de Corée, tout semble indiquer que d'ici un an environ, l'industrie canadienne produira encore moins d'automobiles qu'elle n'en fabrique actuellement. On ne saurait, sous aucun prétexte, prétendre que les importations en provenance de Grande-Bretagne menacent l'industrie automobile au Canada. En outre, je soutiens que la demande de l'industrie canadienne s'inspire d'une imprévoyance et d'une étroitesse d'esprit fondées sur l'intérêt particulier de cette industrie. Si elle veut vendre plus d'automobiles au Canada, qu'elle en fabrique à meilleur marché. Je tiens à dire au Gouvernement,—je crains fort qu'il ne m'écoute pas,—que ce projet a causé beaucoup d'émoi au pays, surtout dans l'Ouest où les cultivateurs se demandent pourquoi les autorités ont pris cette mesure. J'espère que'il décidera immé-